

<http://www.ujfp.org/spip.php?article8143>

UJFP

La chasse aux musulmanEs et aux « islamo-gauchistes » est ouverte, et le gouvernement en est responsable



contre les racismes et les discriminations - Islamophobie -
Date de mise en ligne : mardi 27 octobre 2020

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Depuis l'horrible assassinat de Samuel Paty, pas un jour ne se passe sans de nouvelles violences, symboliques ou très concrètes, contre des individus, des collectifs ou des lieux de culte musulmans : dégradation de mosquées (à Montélimar, Bordeaux, Béziers...), agression armée à caractère raciste contre des femmes voilées près de la Tour Eiffel, appels au meurtre contre des militants de diverses organisations musulmanes - ou supposées telles, etc.

Ces derniers jours, certes à un niveau moindre, diverses organisations, personnalités et militantEs de gauche ont également été ciblés : tag « collabos » sur le siège du PCF, violentes campagnes contre les députéEs de La France insoumise, accusations odieuses proférées contre des journalistes comme Rokhaya Diallo ou Edwy Plenel, menaces de mort contre des militantEs politiques et syndicaux - dont au moins deux camarades du NPA, Julien Salingue et Anasse Kazib, publiquement menacés -, etc.

Le gouvernement porte une lourde part de responsabilité dans le déchaînement de violence et de haine racistes. D'un Gérald Darmanin jetant en pâture des millions de musulmanEs en établissant une continuité entre « rayons halal » et « séparatisme » à un Jean-Michel Blanquer s'en prenant aux « islamo-gauchistes » qui auraient « gangréné » les universités avec « une vision du monde qui converge avec les intérêts des islamistes », les vannes sont grandes ouvertes.

Les thèses des extrêmes droites sont ainsi banalisées et légitimées, et l'on n'est dès lors guère surpris que de plus en plus d'individus se sentent autorisés à injurier et menacer publiquement, voire à passer à l'acte. Les musulmans, particulièrement les musulmanes, sont de loin les premierEs viséEs, et les autorités, plutôt que de condamner ces agressions, préfèrent s'en prendre au CCIF dont le rôle est précisément de venir en aide aux victimes de l'islamophobie.

Le NPA condamne fermement l'ensemble de ces agressions et menaces racistes, affirme sa solidarité envers toutes celles et tous ceux qui en sont victimes et alerte sur les risques majeurs d'une telle situation. Nous regrettons à ce titre l'atonie de certaines organisations de gauche au cours des dix derniers jours, qui ne semblent mesurer la réalité de ces violences que lorsqu'elles sont elles-mêmes visées. Mais il n'est pas trop tard : face à ce déchaînement de haine, une riposte unitaire, alliant organisations syndicales et politiques, associations antiracistes et collectifs musulmans, est plus que jamais à l'ordre du jour, pour combattre l'islamophobie, d'où qu'elle vienne, des sommets de l'État ou de l'extrême droite la plus rance.

Montreuil, le 26 octobre 2020.